



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.700/2/V
du 29 juillet 2013

advies 53.700/2/V
van 29 juli 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la désignation par voie
d'intérim des conservateurs des
hypothèques au Service public
fédéral Finances'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende de
aanstelling bij wijze van
interim van
hypotheekbewaarders bij de
Federale Overheidsdienst
Financiën'

Le 10 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la désignation par voie d'interim des conservateurs des hypothèques au Service public fédéral Finances'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 29 juillet 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, président, Jacques VANHAEVERBEEK, président de chambre, Martine BAGUET, conseiller d'État, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves DELVAL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 juillet 2013.

*

Op 10 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de aanstelling bij wijze van interim van hypotheekbewaarders bij de Federale Overheidsdienst Financiën'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 29 juli 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, voorzitter, Jacques VANHAEVERBEEK, kamervoorzitter, Martine BAGUET, staatsraad, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves DELVAL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 juli 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. Le projet entend permettre de confier à titre d'intérim la fonction de conservateur des hypothèques à tous « les membres du personnel statutaire du Niveau A du service public fédéral finances nommés au moins dans la classe A3 ».

En son article 2, il prévoit la constitution d'une réserve au terme d'une procédure de sélection établie sur la base

« d'un profil de fonction et de compétence et comprend deux parties à savoir :

- un test portant sur l'évaluation des compétences techniques ;
- un test portant sur l'évaluation des compétences génériques ».

Le projet règle, à l'article 3, une dispense de l'épreuve technique pour certains candidats à condition :

« - soit qu'ils aient réussi la sélection comparative d'accession à une fonction A2 de la cartographie ou l'épreuve de qualification correspondante, visée à l'article 28 du règlement organique et organisée pour l'Administration de la Sécurité juridique de l'Administration générale de la Documentation patrimoniale ;

- soit qu'ils aient réussi un examen de carrière de receveur A ou d'inspecteur principal d'administration fiscale organisé pour les besoins du secteur de l'enregistrement et des domaines de l'Administration de la TVA, de l'enregistrement et des domaines ».

Selon l'article 5, § 1^{er}, du projet l'évaluation des compétences génériques s'effectue sur la base d'un entretien au cours duquel sont examinées aussi bien les compétences génériques que la motivation et la vision que les candidats ont de la fonction, le même article prévoyant en son paragraphe 2, alinéa 2, que le classement entre les candidats est effectué sur la base des points obtenus au test portant sur l'évaluation des compétences génériques.

2. L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que la loi du 11 mars 1799 'relative à l'organisation de la conservation des hypothèques', dispose, en son article 1^{er}, que

« la conservation des hypothèques est remise à l'administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines ; elle en confiera l'exécution aux receveurs de l'enregistrement dans les lieux et suivant les formes qui vont être ci-après déterminé ».

Il est généralement considéré que cette condition est prévue afin de réserver ces emplois aux meilleurs employés d'une administration spécialement qualifiée par ses connaissances, notamment en matière d'opérations immobilières et la tenue d'une documentation qui touche à ce qui concerne la propriété ¹.

L'article 13 de cette loi du 11 mars 1799 qui organise l'intérim, n'aborde pas les qualifications des personnes à qui peuvent être confié cet intérim. Il peut toutefois être déduit de l'exigence prévue, au paragraphe 6 de cette même disposition, de voir occuper le poste à titre provisoire ² par un inspecteur principal, chef de service de l'enregistrement et des domaines, que le législateur n'a pas voulu déroger aux conditions générales de nomination pour une nomination à titre d'intérim.

Il appartient dès lors à l'auteur du projet de pouvoir justifier que le système de pool qu'il met en place et le processus d'accession - par le biais d'un double test d'évaluation des compétences techniques ³ et génériques - des candidats à ce « pool », entrent dans les prévisions de la loi du 11 mars 1799 précitée en manière telle que ne soient nommées à titre intérimaire que de personnes qui peuvent faire valoir une expérience utile similaire à celle des anciens receveurs de l'enregistrement.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le préambule du projet mentionne, à titre de fondement juridique, les articles 37 et 107, alinéa 2 de la Constitution.

Or, compte tenu, d'une part, du statut particulier des conservateurs des hypothèques et, d'autre part, que l'article 13, § 1^{er}, de la loi du 11 mars 1799 'relative à l'organisation de la conservation des hypothèques' prévoit la désignation d'un conservateur des hypothèques intérimaire, le projet trouve également un fondement juridique dans cet article combiné avec le pouvoir général d'exécution d'un acte législatif prévu par l'article 108 de la Constitution.

L'auteur du projet adaptera en conséquence le préambule en insérant un nouvel alinéa 2 visant l'article 108 de la Constitution.

2. À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de mentionner l'article 12 de la loi précitée du 11 mars 1799.

¹ R.P.D.B. ; v° « Hypothèques et privilèges immobiliers », n° 3.476.

² « En cas de décès, révocation ou fin d'intérim d'un conservateur des hypothèques dans l'intérêt du service ».

³ Auquel il sera par ailleurs dérogé dans les cas dispensés du test d'évaluation des compétences techniques (article 3, alinéa 3, du projet).

3. L'alinéa 3 qui mentionne l'arrêté royal du 2 octobre 1937 qui n'est ni modifié ni abrogé par le projet et ne lui procure pas un fondement juridique sera omis.

DISPOSITIF

Article 5

L'article 2 du projet énonce deux types de test : le test d'évaluation des compétences techniques et le test d'évaluation des compétences génériques. Or, à lire l'article 5, § 1^{er}, du projet, le second test revêtirait en réalité la forme d'un entretien qui a pour objectif d'examiner non seulement les compétences génériques mais également la motivation et la vision que les candidats ont de la fonction.

Certes, les concepts de « test » et d'« entretien » peuvent couvrir des processus de vérification identiques quant à la méthode mais il paraît ici peu heureux de placer, à l'article 2, l'évaluation des compétences techniques et génériques dans le cadre d'un même processus, à savoir un test, pour ajouter, dans l'article 5, § 1^{er}, du projet, des éléments d'appréciation au test sur l'évaluation des compétences génériques en sorte qu'il prend la dénomination d'« entretien ».

De deux choses l'une : ou l'article 2 prévoit un test et un entretien et tout ce sur quoi porte l'entretien est défini à cet article, ou cette disposition ne prévoit qu'un seul test, celui sur l'évaluation des compétences techniques et l'article 5, § 1^{er}, prévoit une seconde étape dans le parcours des candidats, à savoir l'entretien qu'il précise quant à son contenu.

Sur le principe de l'entretien venant s'ajouter à un ou deux tests, la section de législation ne peut par ailleurs que renvoyer, *mutatis mutandis*, à l'observation qu'elle a formulé dans l'avis 53.452⁴, à savoir que « la question se pose de savoir en quoi une étape supplémentaire particulièrement singulière, à savoir un entretien, se justifie. Il conviendrait que le rapport au Roi explique pourquoi le choix d'un entretien vient s'ajouter à celui déjà offert au Comité de gestion ou de direction de recourir à des tests dont le caractère objectif apparaît mieux ».

Article 8

L'article 8, alinéa 1^{er}, du projet énonce que la rémunération de l'agent exerçant les fonctions de conservateur des hypothèques par voie d'intérim est réglée par deux textes à savoir :

- l'article 5, A, 9°, de l'arrêté royal du 3 mars 2005 portant des dispositions particulières concernant le statut pécuniaire du personnel du Service public fédéral finances et du Service des Pensions du Secteur public, qui fixe le montant du traitement dû au conservateur des hypothèques ;

⁴Avis 53.452/2 donné le 17 juin 2013 sur un projet d'arrêté royal 'fixant le règlement organique du Service public fédéral Finances ainsi que les dispositions particulières applicables aux agents statutaires'.

- l'arrêté royal du 18 septembre 1962 'déterminant les salaires des conservateurs des hypothèques' qui détermine les salaires dus à l'acte.

Toutefois, en son alinéa 2, l'article 8 prévoit que la personne désignée à titre d'intérim maintient la rémunération liée à sa fonction en tant qu'agent de l'État, et, à l'alinéa 3, que sa rémunération est régularisée annuellement dans la mesure où elle ne peut excéder celle dont l'intéressé bénéficierait s'il était effectivement nommé dans son emploi de conservateur des hypothèques.

La section de législation du Conseil d'État s'interroge sur la question de savoir si en prévoyant que le conservateur des hypothèques intérimaire conserve la rémunération liée à son ancienne fonction et à laquelle on ajoute tant le traitement fixe prévu pour les conservateurs des hypothèques que le salaire prévu pour chaque acte qu'il pose, celui-ci ne bénéficiera pas d'un « double traitement » qui ne sera régularisé qu'annuellement.

Selon les informations transmises par le fonctionnaire délégué, cette disposition aurait pour objet de garantir les droits à la pension des personnes désignées. Il faudrait dès lors en déduire que le maintien, prévu comme tel à l'article 8, alinéa 2, pour le conservateur des hypothèques par voie d'intérim, de la rémunération liée à sa fonction en tant qu'agent de l'État est une fiction destinée à la couverture de ses droits à la pension. Si tel est bien le cas, c'est dès lors en ce sens que la disposition devrait être rédigée.

Article 11

L'article 11 prévoit une fin de vigueur du projet. Il semble ainsi répondre à l'observation du Secrétaire d'État à la fonction publique selon laquelle le projet doit être limité dans le temps. Or, tel que rédigé, le projet peut avoir une durée indéterminée si la réforme du statut des conservateurs des hypothèques et de ses agents n'est pas adoptée. Par ailleurs, cette disposition est source d'insécurité juridique en ce qu'il prévoit une règle de nature à déterminer une date mais prévoit également qu'elle doit être fixée par le Roi. Il pourrait ainsi y avoir une discordance, d'autant plus que la règle prévue « correspond à la date à laquelle Nous autorisons le recrutement dans des emplois statutaires du secteur des hypothèques de l'Administration générale de la documentation patrimoniale » n'est pas dénuée d'ambiguïté.

Cette disposition sera revue afin de mieux garantir la sécurité juridique.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISLATION

1. Dans la version française, il est préférable d'écrire, comme dans la loi précitée, « à titre d'intérim » au lieu de « par voie d'intérim ».

Dans la version néerlandaise, il est préférable d'écrire « ad interim » au lieu de « bij wege van interim » ou « bij wijze van interim ».

2. L'usage des tirets est déconseillé dans un texte réglementaire ⁵.
3. Il faut écrire « réserve » au lieu de « pool ».
4. Dans la version française, à l'article 8, alinéa 2, le mot « maintient » sera remplacé par le mot « conserve ».

*

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 59.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

ALGEMENE OPMERKING

1. Het ontwerp beoogt het mogelijk te maken het ambt van hypotheekbewaarder tijdelijk aan “[a]lle statutaire personeelsleden van niveau A van de Federale Overheidsdienst Financiën benoemd in ten minste de klasse A3” toe te kennen.

Artikel 2 van het ontwerp voorziet in het aanleggen van een reserve na een selectieprocedure die plaatsvindt op basis van

“een functie- en competentieprofiel en twee delen [omvat], met name:

- een test ter evaluatie van de technische competenties;
- een test ter evaluatie van de generieke competenties”.

Artikel 3 van het ontwerp bepaalt dat sommige kandidaten van de technische test worden vrijgesteld op voorwaarde dat zij:

“- ofwel geslaagd zijn voor de vergelijkende selectie voor overgang naar een functie A2 van de cartografie of voor de overeenstemmende proef over de beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 28 van het Organiek Reglement en georganiseerd ten behoeve van de Administratie Rechtszekerheid van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie;

- ofwel geslaagd zijn voor een loopbaanexamen van ontvanger A of eerstaanwendend inspecteur bij een fiscaal bestuur dat georganiseerd werd voor de behoeften van de sector registratie en domeinen van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen”.

Luidens artikel 5, § 1, van het ontwerp worden de generieke competenties beoordeeld op basis van een onderhoud tijdens hetwelk zowel de generieke competenties als de motivatie en de visie van de kandidaten op de functie worden onderzocht. Paragraaf 2, tweede lid, van hetzelfde artikel bepaalt dat de kandidaten worden gerangschikt op basis van de punten behaald voor de test waarbij de generieke competenties worden beoordeeld.

2. De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat artikel 1 van de wet van 11 maart 1799 ‘betreffende de organisatie van de bewaring der hypotheken’ luidt als volgt:

“De bewaring der hypotheken wordt aan de administratie van de BTW, registratie en domeinen opgedragen; deze zal er de uitvoering van toevertrouwen aan de ontvangers der registratie, in de plaatsen en volgens de vormen die hierna zullen bepaald worden”.

Algemeen wordt aangenomen dat die voorwaarde wordt gesteld teneinde deze betrekkingen te bestemmen voor de beste ambtenaren van een bestuur dat bijzonder onderlegd is wegens zijn kennis, met name inzake vastgoedverrichtingen en het bijhouden van een documentatie betreffende de eigendom.¹

Artikel 13 van deze wet van 11 maart 1799, waarin de tijdelijke betrekking wordt geregeld, brengt de kwalificaties van de personen aan wie deze tijdelijke betrekking kan worden verleend niet ter sprake. Uit het vereiste dat in paragraaf 6 van dezelfde bepaling word gesteld, dat de betrekking tijdelijk² door een eerstaanwezend inspecteur, dienstchef, van de registratie en de domeinen wordt bekleed, kan evenwel opgemaakt worden dat de wetgever voor een tijdelijke benoeming niet heeft willen afwijken van de algemene benoembaarheidsvereisten.

De steller van het ontwerp moet dus kunnen aantonen dat de opgezette regeling van een “pool” en de procedure voor de kandidaten om – via een dubbele test waarbij de technische³ en de generieke competenties worden beoordeeld – tot deze “pool” toe te treden, in overeenstemming is met de voornoemde wet van 11 maart 1799 zodat enkel personen die een soortgelijke nuttige ervaring als die van de vroegere ontvangers der registratie kunnen doen gelden, tijdelijk kunnen worden benoemd.

Onder dat voorbehoud worden de volgende bijzondere opmerkingen geformuleerd.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In de aanhef van het ontwerp worden de artikelen 37 en 107, tweede lid, van de Grondwet als rechtsgrond vermeld.

Gelet op enerzijds het bijzondere statuut van de hypotheekbewaarders en anderzijds het feit dat artikel 13, § 1, van de wet van 11 maart 1799 ‘betreffende de inrichting van de bewaring der hypotheken’ voorziet in de aanstelling van een hypotheekbewaarder-interimaris, ontleent het ontwerp echter ook rechtsgrond aan dat artikel, gelezen in samenhang met de algemene uitvoeringsbevoegdheid van een wetgevende handeling waarin artikel 108 van de Grondwet voorziet.

¹ *Répertoire pratique du droit belge*, trefwoord “Hypothèques et privilèges immobiliers”, nr. 3.476.

² “In geval van overlijden, afzetting of beëindiging van een interim van een hypotheekbewaarder in het belang van de dienst”.

³ Daar moet overigens van worden afgeweken in het geval van vrijstelling van de test ter beoordeling van de technische competenties (artikel 3, derde lid, van het ontwerp).

De steller van het ontwerp moet de aanhef dienovereenkomstig aanpassen door een nieuw tweede lid in te voegen waarin naar artikel 108 van de Grondwet wordt verwezen.

2. In het tweede lid hoeft artikel 12 van de voornoemde wet van 11 maart 1799 niet te worden vermeld.

3. Het derde lid vermeldt het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 dat door het ontwerp gewijzigd noch opgeheven wordt en dat evenmin rechtsgrond oplevert voor het ontwerp. Het moet worden weggelaten.

DISPOSITIEF

Artikel 5

In artikel 2 van het ontwerp is er sprake van twee soorten tests: de test ter beoordeling van de technische competenties en de test ter beoordeling van de generieke competenties. Uit artikel 5, § 1, van het ontwerp blijkt evenwel dat de tweede test in werkelijkheid de vorm aanneemt van een onderhoud dat als doel heeft niet enkel de generieke competenties, maar ook de motivatie en de visie van de kandidaten op de functie te onderzoeken.

De begrippen “test” en “onderhoud” kunnen weliswaar op methodologisch gelijksoortige onderzoeksprocessen slaan, maar het lijkt hier weinig geslaagd om in artikel 2 de beoordeling van de technische en generieke competenties in één en dezelfde procedure onder te brengen, te weten een test, en in artikel 5, § 1, van het ontwerp beoordelingsfactoren toe te voegen aan de test ter beoordeling van de generieke competenties zodat deze test de benaming “onderhoud” krijgt.

Het is van tweeën één: ofwel voorziet artikel 2 in een test en in een onderhoud en bepaalt het alles waarop het onderhoud betrekking heeft, ofwel voorziet deze bepaling in één enkele test ter beoordeling van de technische competenties en voorziet in artikel 5, § 1, in een tweede fase in het traject van de kandidaten, te weten het onderhoud dat in deze bepaling inhoudelijk wordt gepreciseerd.

Betreffende het principe van een bijkomend onderhoud naast een of twee tests, kan de afdeling Wetgeving alleen maar *mutatis mutandis* verwijzen naar de opmerking die ze in advies 53.452⁴ heeft geformuleerd: “de vraag [rijst] in welk opzicht een bijkomende, bijzonder eigenaardige fase, te weten een onderhoud, te rechtvaardigen valt. In het verslag aan de Koning zou moeten worden toegelicht waarom het beheerscomité of het directiecomité de keuze van een onderhoud wordt geboden bovenop de keuze om tests te gebruiken die duidelijk objectiever zijn”.

⁴ Advies 53.452/2, op 17 juni 2013 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van het organiek reglement van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op het statutair personeel’.

Artikel 8

Artikel 8, eerste lid, van het ontwerp stelt dat de bezoldiging van de tijdelijk aangestelde hypotheekbewaarder in twee teksten wordt geregeld, te weten:

- artikel 5, A, 9°, van het koninklijk besluit van 3 maart 2005 ‘houdende de bijzondere bepalingen met betrekking tot de bezoldigingsregeling van het personeel van de Federale Overheidsdienst Financiën en van de Pensioendienst voor de overheidssector’ dat het bedrag vaststelt van het salaris van de hypotheekbewaarder;

- het koninklijk besluit van 18 september 1962 ‘tot vaststelling van de lonen der hypotheekbewaarders’ waarin de salarissen per prestatie worden vastgesteld.

In het tweede lid van artikel 8 wordt evenwel bepaald dat de persoon die tijdelijk is aangesteld de bezoldiging verbonden aan zijn ambt als rijksambtenaar behoudt, en in het derde lid wordt bepaald dat zijn bezoldiging jaarlijks wordt geregulariseerd in die mate dat ze de bezoldiging die de betrokkene zou genieten indien hij effectief benoemd zou zijn in zijn betrekking van hypotheekbewaarder, niet mag overschrijden.

De afdeling Wetgeving van de Raad van State vraagt zich af of de hypotheekbewaarder-interimaris geen “dubbele bezoldiging” ten deel zal vallen die slechts jaarlijks wordt geregulariseerd, doordat wordt bepaald dat hij de bezoldiging verbonden aan zijn vroegere functie behoudt en dat daar zowel de vaste bezoldiging voor hypotheekbewaarders als het salaris voor elke prestatie die hij verricht aan wordt toegevoegd.

Luidens de inlichtingen die de gemachtigde ambtenaar heeft verstrekt, zou deze bepaling ertoe strekken de pensioenaanspraken van de aangestelde personen veilig te stellen. Er zou dus moeten uit worden geconcludeerd dat het behoud van de bezoldiging verbonden aan zijn ambt als rijksambtenaar, aldus bepaald in artikel 8, tweede lid, voor de hypotheekbewaarder-interimaris een fictief gegeven is, bestemd om zijn aanspraak op pensioen veilig te stellen. Indien dat inderdaad het geval is, moet de bepaling dan ook in die zin worden geredigeerd.

Artikel 11

Artikel 11 voorziet in een buitenwerkingtreding van het ontwerp. Naar het zich laat aanzien komt het aldus tegemoet aan de opmerking van de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken dat het ontwerp in de tijd beperkt moet zijn. Zoals het ontwerp is gesteld, kan het echter een onbepaalde duur hebben indien de hervorming van het statuut van de hypotheekbewaarders en van de ambtenaren ervan niet wordt aangenomen. Voorts is deze bepaling een bron van rechtsonzekerheid doordat ze een regel bevat die een datum kan vaststellen, maar tevens bepaalt dat deze datum door de Koning moet worden vastgesteld. Aldus zou er een gebrek aan overeenstemming kunnen bestaan, temeer daar de woorden “overeenstemt met de datum waarop door Ons de werving wordt toegelaten in de statutaire betrekkingen van de sector hypotheek van de Algemene Administratie van de Patrimoniumdocumentatie” geen eenduidige regel vormen.

Deze bepaling moet worden herzien opdat de rechtszekerheid beter wordt gewaarborgd.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. In de Franse versie is het beter “à titre d’interim” te schrijven, zoals in de voornoemde wet, in plaats van “par voie d’interim”.

In de Nederlandse versie schrijve men “ad interim” in plaats van “bij wijze van interim” of “bij wege van interim”.

2. Het is niet raadzaam in een regelgevende tekst gebruik te maken van streepjes.⁵

3. In plaats van “pool” moet “reserve” worden geschreven.

4. In de Franse versie van artikel 8, tweede lid, moet het woord “maintient” worden vervangen door het woord “conserve”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Yves KREINS

⁵ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 59.